

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**AGENCE DE REGULATION DES  
TELECOMMUNICATIONS ET DES POSTES  
(ARTP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier technique et de contrôle des marchés conclus par l'Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## **1. Réserves**

L'examen de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis d'identifier et d'investiguer plusieurs transactions ne figurant pas dans l'état d'exécution du PPM.

### **CONSTATS FAITS SUR LA SELECTION D'OPERATIONS A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES COMPTES DU GRAND LIVRE.**

- a) des honoraires de 249 999 643 F CFA ont été payés au Cabinet Brandford Griffith et Associés relatifs à des prestations de conseils juridiques. Un premier contrat avait été signé le 17 juillet 2009 avec ce cabinet chargé d'assister l'Etat du Sénégal dans les contentieux qui l'opposait à SENTEL et aux sociétés du GROUPE MILLICOM notamment dans la conduite de la procédure d'arbitrage devant le Centre International de Règlement des Différents sur les Investissements (CIRDI). Une nouvelle convention d'honoraires a été signée le 29 mars 2011 ; s'il est vrai que le décret 2010-1188 du 13 septembre 2010 dans son article 3 nouveau Al 4-4 exclut du champ du CMP les prestations de conseils financiers, de banques d'affaires et de conseils juridiques, il n'en demeure pas moins que la convention d'honoraires en date du 29 mars 2011, en énonçant le montant des honoraires dus au titre de 2009, 2010, 2011 et 2012 apparaît comme une régularisation du premier contrat conclus par Entente Directe non autorisée en 2009.
- b) un paiement a été effectué au profit du Cabinet ATEPA pour un montant estimé à 261 434 900 F CFA. Ce montant correspond à des honoraires d'études pour la réalisation de la Radio Télévision Africaine initiée dans le cadre du Programme de transition vers le numérique. Les documents relatifs à la procédure de sélection du prestataire d'une part, aux études réalisées d'autre part, n'ont pas été mis à notre disposition pour nous permettre d'appliquer des procédures de vérification propres à nous permettre d'exprimer une opinion sur la conformité du choix au CMP et sur la matérialité des prestations quand bien même une attestation de service fait a été établie et signée par le Directeur Général.
- c) des factures ont été enregistrées dans les comptes respectifs de PAMODZI (45 000 000 F CFA) et de PROMO CONSULTING (25 620 000 F CFA) pour des opérations conclues sans procédure concurrentielle dûment documentée.
- d) la conception d'un site WEB a été réalisée par HOMEVIEW SENEGAL pour 4 000 000 F CFA sur des bases non concurrentielles.
- e) un appui a été fait au profit du MTI pour un montant de 321 681 312 F CFA sur des bases non documentées.
- f) un mouvement créditeur de 1 800 000 000 F CFA a été identifié sur le compte de AMSA ASSURANCES et sur lequel un paiement de 1 750 000 000 F CFA a été effectué. Cette opération est relative à l'acquisition d'un immeuble auprès de AMSA pour un montant de 4 940 000 000 F CFA hors procédure concurrentielle (les droits d'enregistrement, les honoraires et débours du notaire ne sont pas compris dans ce montant).
- g) un paiement de 4 575 000 000 F CFA a été effectué au profit d'AMAR HOLDING GROUP relatif à un achat d'immeuble à l'état de futur achèvement. Ledit paiement a été fait par anticipation sur un prix global estimé à 4 700 000 000 F CFA.

- h) un paiement de 3 500 000 000 F CFA a été effectué au profit de TOUBA REAL ESTATE relatif à l'achat d'un second immeuble à l'état de futur achèvement. Notons que TRE appartient à AMAR HOLDING GROUP.

**CONSTATS SUR LES MARCHES SELECTIONNES A PARTIR DE L'ETAT D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES.**

- i) l'examen de la Demande de Manifestations d'Intérêt portant **Etude sur l'état des lieux du secteur postal au Sénégal** a permis de constater qu'une offre arrivée dans les délais à l'ARTP mais non transmise à temps à la Commission des Marchés n'a pas été retenue pour l'ouverture des plis. Ainsi, un dysfonctionnement interne dans le traitement du courrier a porté préjudice à un candidat. Il convient de noter que dès lors que la tardiveté de l'offre est imputable à l'ARTP et que par ailleurs quelle qu'en soit la cause cette dernière ne peut plus être ouverte, l'Autorité Contractante s'expose à une action en responsabilité civile qui peut s'avérer coûteuse.

Dans cette DMI, nous avons également noté que parmi les critères de qualification figure l'état des litiges antérieurs ou en cours. Nous estimons que tel que libellé, ce critère est discriminatoire car, à notre avis, l'ARTP ne peut pas se substituer à la justice pour éliminer un candidat. A notre avis, ce critère ne peut être pris en compte que pour les litiges ou procès complètement réglés et pour lesquels tous les recours à la disposition des candidats ont été épuisés. Toujours dans les critères de qualification qui semblent discriminatoires, l'exigence de cinq expériences similaires ce qui nous semble disproportionné.

En outre, il est requis du Chef d'Equipe, huit années d'expérience dans le domaine postal et deux expériences similaires dont une seule en qualité de Chef de Mission. Ce critère n'est pas approprié dans la mesure où le personnel à demander dans le cadre des termes de référence ne doit pas être évalué au niveau de la DMI. La DMI doit uniquement évaluer le bureau, comme prescrit par le dossier type national de présélection qui recommande les critères suivants : a) la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience, b) les qualifications du candidat dans le domaine des prestations, c) l'organisation technique et managériale du cabinet, d) les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels (les permanents, et non les experts appelés à réaliser l'étude). Le dossier type national de présélection rappelle bien : « Il faut donc veiller à ne pas exiger des informations qui se rapporteraient plutôt à la future proposition technique. Il ne faut pas demander aux candidats de formuler, à ce stade, une proposition technique concernant la méthodologie de travail, ni de soumettre les CV des experts qui pourraient se voir confier la mission ».

- j) l'examen de la Demande de Manifestations d'Intérêt portant **Etude sur les modalités technico économiques de l'interconnexion** a permis de constater que l'ARTP a dans un premier temps déclaré la DMI infructueuse sans recueillir préalablement l'avis de la DCMP et a relancé la procédure avant même d'informer les candidats du résultat infructueux de la première consultation en violation des dispositions de l'article 64 du CMP.
- k) l'examen de la procédure d'Appel d'Offres portant **couverture d'assurance** a permis de constater que le procès verbal d'ouverture des plis a été modifié le montant de l'offre de NSIA lu publiquement de 111 149 641 F CFA pour le lot N°1 et

consigné dans le PVO remis aux candidats ayant été porté par la Commission d'Evaluation à 171 355 875 F CFA. Notons que le procès verbal d'ouverture des plis ne donne aucune indication sur la présence ou non des soumissionnaires à ladite ouverture des plis. Cette modification du montant de l'offre de NSIA sur le lot N°1, notifiée aux autres soumissionnaires par courrier du Directeur Général de l'ARTP a été faite en violation des dispositions du CMP. Cette offre aurait dû être rejetée à l'évaluation ; ce rejet résultant d'une faute de l'Autorité Contractante qui n'a pas fait preuve de diligence lors de la séance d'ouverture des plis, cette dernière s'expose à une action en responsabilité civile qui peut s'avérer coûteuse si le soumissionnaire évincé fait la démonstration qu'il aurait dû être attributaire du marché si son offre avait été évaluée. Dans le cas d'espèce, la modification de l'offre n'a pas impacté la proposition d'attribution. Rappelons pour mémoire que dans un cas similaire, le Comité de Règlement des Différents avait tout simplement annulé l'attribution provisoire au profit du soumissionnaire dont l'offre avait été modifiée et ordonné la relance de l'appel d'offres (cf. décision 097/09/ARMP/CRD du 18 novembre 2009).

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	7
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	9
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	15
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	17
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	19
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	23
2.1 Contexte de l'intervention	24
2.2 Objectifs de la mission	25
2.2.1 Objectifs généraux	25
2.2.2 Objectifs spécifiques	25
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	26
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	28
3 Approche méthodologique	30
3.1 Revue approfondie des textes de référence	31
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	32
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	33
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	34
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	35
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	36
4 Résultats des travaux	37
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	38
4.1.1 Commission des marchés	38
4.1.2 Cellule de passation des marchés	38
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	38
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	38
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	39
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	39
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'ARTP	39
4.2 Examen des marchés	40
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	42
4.2.2 Marchés conclus par Demande de Proposition	42
4.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres	47
4.2.4 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	56

### **Liste des abréviations et sigles**

ARTP	Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DMI	Demande de Manifestations d'Intérêt
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR LA PASSATION DES MARCHÉS**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### **AMI N° 2011/006/ARTP/DG/DVSR - ETUDES MODALITES TECHNICO-ECONOMIQUES DE L'INTERCONNEXION**

Les justificatifs de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des MI aux candidats ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis; il s'agit d'une formalité prescrite pour les marchés de prestations intellectuelles par les articles 80 et 82 du CMP ;

La procédure de sélection a été déclarée infructueuse par l'ARTP qui n'a pas requis l'avis préalable de la DCMP en violation des dispositions de l'article 64 du CMP ;

La relance de la procédure de sélection a été faite le 05 février 2012 alors que les candidats n'avaient pas été préalablement informés du résultat infructueux de la procédure initiale. Cette information n'a été faite que le 16 février 2012 par lettre N° 0333/ARTP/DG/CPM/DAL soit à une date postérieure à la relance de la procédure de DMI en violation de l'article 64 du CMP ;

Cette lettre d'information indique qu'un avis d'Appel à Manifestations d'Intérêt a été publié dans Jeune Afrique, sur le site de l'ARTP et dans le DG Market.

#### **AMI N° 2011/007/ARTP/DG/DVSR - ETUDE SUR L'ETAT DES LIEUX DU SECTEUR POSTAL AU SENEGAL**

Les justificatifs de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des MI aux candidats ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis; il s'agit d'une formalité prescrite pour les marchés de prestations intellectuelles par les articles 80 et 82 du CMP ;

L'examen de la Demande de Manifestations d'Intérêt a permis de constater qu'une offre arrivée dans les délais à l'ARTP mais non transmise à temps à la Commission des Marchés n'a pas été retenue pour l'ouverture des plis. Ainsi, un dysfonctionnement interne dans le traitement du courrier a porté préjudice à un candidat. Il convient de noter que dès lors que la tardiveté de l'offre est imputable à l'ARTP et que par ailleurs quelle qu'en soit la cause, ladite offre ne peut plus être ouverte, l'Autorité Contractante s'expose à une action en responsabilité civile qui peut

s'avérer couteuse car il est facile au candidat de localiser, en temps réel, la position de tout pli transmis par DHL ;

Nous avons également noté que parmi les critères de qualification figure l'état des litiges antérieurs ou en cours. Nous estimons que tel que libellé, ce critère a un caractère discriminatoire et abusif car, à notre avis, l'ARTP ne peut pas se substituer à la justice pour éliminer un candidat. Ce critère ne peut être pris en compte que pour les litiges ou procès complètement réglés et pour lesquels tous les recours à la disposition des candidats ont tous été épuisés. Toujours dans les critères de qualification qui semblent discriminatoires, l'exigence de cinq expériences similaires nous semble disproportionnée. En outre, il est requis du Chef d'Equipe, huit années d'expérience dans le domaine postal et deux expériences similaires dont une seule en qualité de Chef de Mission. Ce critère n'est pas approprié dans la mesure où le personnel à demander dans le cadre des termes de référence ne doit pas être évalué au niveau de la DMI. La DMI doit uniquement évaluer le bureau, comme prescrit par le dossier type national de présélection qui recommande les critères suivants :

- a) la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience ;
- b) les qualifications du candidat dans le domaine des prestations ;
- c) l'organisation technique et managériale du cabinet ;
- d) les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels (les permanents, et non les experts appelés à réaliser l'étude).

Le dossier type national de présélection rappelle bien : « Il faut donc veiller à ne pas exiger des informations qui se rapporteraient plutôt à la future proposition technique. Il ne faut pas demander aux candidats de formuler, à ce stade, une proposition technique concernant la méthodologie de travail, ni de soumettre les CV des experts qui pourraient se voir confier la mission ».

#### **AO/2011/001/ARTP/DG/DRH RECRUTEMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE**

Rien dans le dossier n'indique que les convocations pour la séance d'ouverture des plis ont été envoyées aux membres de la commission des marchés pour savoir si le délai d'au moins cinq jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP a été respecté ;

Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP ;

Un délai d'une semaine a été donné aux candidats pour produire des pièces administratives établies en 2011 mais dont la date d'expiration est dépassée; ce délai a été accordé en violation de l'article 45 du CMP. Aussi, il convient de rappeler que les conditions de mise en œuvre des procédures de vérification des pièces requises en vertu des dispositions prévues aux paragraphes f) de l'article 43 et c) et d) de l'article 44 du CMP sont indiquées dans l'article 45 dudit code ;

La revue du rapport d'évaluation a permis de noter qu'au stade de l'examen préliminaire des offres, la Commission des Marchés de l'ARTP a éliminé des candidats n'ayant pas fourni toutes les pièces de qualification requises. En fait, la Commission d'Evaluation a d'emblée procédé à l'évaluation des critères de qualification des candidats et éliminé trois candidats ayant déposé une offre alors que ces critères doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;

La lettre de notification de l'attribution définitive du marché ne figure pas dans le dossier qui nous a été transmis en violation de l'article 85 du CMP ;

L'attribution provisoire n'est intervenue que le 30 Août 2011, alors que l'ouverture des plis a eu lieu le 07 Juillet 2011 en violation de l'article 70 qui institue un délai de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et la proposition d'attribution provisoire. Ce délai peut être prolongé de 10 jours après avis de la DCMP ; ledit avis n'a pas été requis par l'ARTP ;

Les marchés conclus au terme de cette procédure et qui nous ont été transmis n'ont pas été immatriculés ; ils n'ont pas non plus été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en règlement des factures ;

Le procès verbal d'ouverture des plis a été modifié le montant de l'offre de NSIA lu publiquement de 111 149 641 F CFA pour le lot N°1 et consigné dans le PVO remis aux candidats ayant été porté par la Commission d'Evaluation à 171 355 875 F CFA. Notons que le procès verbal

d'ouverture des plis ne donne aucune indication sur la présence ou non des soumissionnaires à ladite ouverture des plis. Cette modification du montant de l'offre de NSIA sur le lot N°1, notifiée aux autres soumissionnaires par courrier du Directeur Général de l'ARTP a été faite en violation des dispositions du CMP. Cette offre aurait dû être rejetée à l'évaluation ; ce rejet résultant d'une faute de l'Autorité Contractante qui n'a pas fait preuve de diligence lors de la séance d'ouverture des plis, cette dernière s'expose à une action en responsabilité civile qui peut s'avérer coûteuse si le soumissionnaire évincé fait la démonstration qu'il aurait dû être attributaire du marché si son offre avait été évaluée. Dans le cas d'espèce, la modification de l'offre n'a pas impacté la proposition d'attribution. Rappelons pour mémoire que dans un cas similaire, le Comité de Règlement des Différents avait tout simplement annulé l'attribution provisoire au profit du soumissionnaire dont l'offre avait été modifiée et ordonné la relance de l'appel d'offre (cf. décision 097/09/ARMP/CRD du 18 novembre 2009).

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **AMI / ETUDE SUR L'ETAT DES LIEUX DU SECTEUR POSTAL AU SENEGAL**

Veiller à ne pas inclure dans les avis d'appel à manifestations d'intérêt / ou dans le règlement de la consultation des critères discriminants qui constituent des entraves au libre accès à la commande publique susceptibles, en cas de recours d'entraîner l'annulation de la procédure ;

Veiller à ce que les dysfonctionnements du service du courrier n'exposent pas l'ARTP à des contentieux en responsabilité civile qui peuvent s'avérer coûteux ;

Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés.

### **AMI / ETUDE SUR LES MODALITES TECHNICO ECONOMIQUES DE L'INTERCONNEXION**

Se conformer à la terminologie usitée en matière de marchés publics ;

Se conformer aux dispositions de l'article 64 du CMP sur l'Appel d'Offres Infructueux ;

Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés.

**AO / RECRUTEMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE**

Se conformer à l'article 39 du CMP ;

Se conformer à l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;

Respecter les règles de notification et de publicité de l'article 85 du CMP;

Se conformer à l'article 70 du CMP ;

Veiller à la transparence dans le règlement des marchés en produisant les copies des actes de règlement ;

Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.

## **1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXÉCUTION FINANCIÈRE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Aucun document de règlement des marchés passés n'est classé dans les dossiers conservés par la CPM.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Classer les actes de règlement des marchés dans les dossiers de passation.



### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE AU VU DE LA NATURE DES MARCHES VERIFIES
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>MI N° 2011/006/ARTP/DG/ DVS</b>	<b>MI N° 2011/007/ARTP/DG/ DVS</b>	<b>AO N° 2011/003/ARTP/DG/DAL</b>			
<b>Nature</b>	<b>Etudes Modalités technico-économiques de l'interconnexion</b>	<b>Etude sur l'état des lieux du Secteur Postal au Sénégal</b>	<b>Acquisition de véhicules</b>			
<b>Attributaires</b>	-	-	Lot 1 : Sénégalaise de l'automobile	Lot 2 : CFAO Motors Sénégal	Lot 3 : CFAO Motors Sénégal	Lot 4 : Matforce
<b>Montants en F CFA TTC</b>			30 000 000	50 760 000	22 548 000	8 000 000
Terminologie utilisée non adéquate	√	√				
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√	√				
Critères d'évaluation discriminatoires		√				
Dysfonctionnement interne du service du courrier de l'ARTP		√				
Délai de préparation des DP anormalement long		√				
Délai anormalement long entre l'ouverture des plis et l'évaluation des offres			√			
Non précision du montant attribué dans la lettre de notification			√			
Demande d'acquisition de véhicules faite ex-post			√			
Violation de l'article 64 du CMP sur les appels d'offres infructueux	√					
Violation de l'article 67-4 du CMP sur	√	√				

l'établissement du PV d'ouverture des plis et sa transmission aux candidats séance tenante			
--	--	--	--

Description	AO N° 2011/002/ARTP/DG/DRH		AO N° 2011/001/ARTP/DG/DRH		
Nature	Fournitures de bureau et consommables informatiques		Recrutement d'une compagnie d'assurance		
Attributaires	Lot 1: DISMAT	Lot 2: Office Choice	Lot 1 : SONAM assurances mutuelles	Lot 2 : SALAMA assurances	Lot 3 : CNART Assurances
Montants en F CFA TTC	5 481 690	11 882 600	59 303 280	11 214 470	6 635 407
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√		√		
Délai de préparation des DP anormalement long					
Délai anormalement long entre l'ouverture des plis et l'évaluation des offres			√		
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la CM	√		√		
Violation de l'article 67 alinéas 3 et 4 du CMP sur la présence des soumissionnaires à l'ouverture des plis et l'établissement du PV d'ouverture des plis et sa transmission aux candidats séance tenante	√		√		
Violation de l'article 83.3 du CMP sur la proposition d'attribution	√				
Violation de l'article 84 du CMP sur l'approbation des marchés	√				
Violation de l'article 85 du CMP sur la notification du marché	√		√		

Description	DRP N° 2011/004/ARTP/DG/DAL		DRP N° 2011/003/ARTP/DG/DCRP	DRP	DRP N° 3083	DRP N° 2011/002/ARTP/DG/DS I	
Nature	Entretien et nettoyage des locaux (deux lots)		Conception et impression Rapport d'activité 2010	Recrutement d'un laboratoire pour la visite médicale annuelle du personnel	Recrutement d'un cabinet pour une formation en régulation	Protection incendie et acquisition de licences et logiciels antivirus	
Attributaires	GIE SYNERGIE		PUBLICOM	Laboratoire BIO 24	Infructueux	Lot 1 : Infructueux	Lot 2 : SOLID
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 21 122 000 F CFA TTC/an	Lot 2 : 7 434 000 F CFA TTC/an	4 995 100 F CFA HT	114 960 F CFA HT par personne	Infructueux	Infructueux	10 773 750 F CFA HT
Non précision du matériel et du personnel à fournir dans les TDR	√						
Manquements dans l'évaluation des offres	√						
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	√		√	√	√	√	
Délai anormalement long entre le dépôt des offres et l'ouverture des plis						√	
Entreprises n'ayant pas reçu les lettres d'invitation						√	
Violation de l'article 6 sur l'inscription des marchés sur l'AGPM	√			√			

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.



## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,

- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- loi 2006 – 01 du 04 janvier 2006 portant code des postes ;
- loi 2006 – 02 du 04 janvier 2006 modifiant la loi 2001 – 15 du 20 décembre 2001 ;
- décret N° 2006 – 822 du 14 septembre 2006 modifiant le décret 2003 – 63 du 17 février 2003 fixant les règles d'organisation de l'ARTP ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;



- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,

- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution,**

identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## 4. RESULTATS DES TRAVAUX

### 4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

#### 4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de l'ARTP, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 17 janvier 2011 (Décision N° 0204/ARTP/DG) alors que l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Cependant, cet acte de nomination n'indique pas les fonctions qu'occupent les membres de la Commission des marchés au sein de la structure.

Le représentant de la tutelle (Présidence de la République) et également du Contrôle Financier au sein de la Commission des Marchés de l'ARTP ont été désignés le 17 janvier 2011 (Décision N° 0204/ARTP/DG).

#### 4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 17 janvier 2011 (Décision N° 0203/ARTP/DG).

#### 4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été toutes signées en mars 2011. Les supports de leur transmission à la DCMP ont été mis à notre disposition (18 mars 2011).

#### 4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'ARTP, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

#### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM a été publié dans Le Soleil des 29 et 30 janvier 2011 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Cependant, l'AGPM ne prend pas en compte les marchés relatifs aux services courants.

#### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'ARTP**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ARTP sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ARTP EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

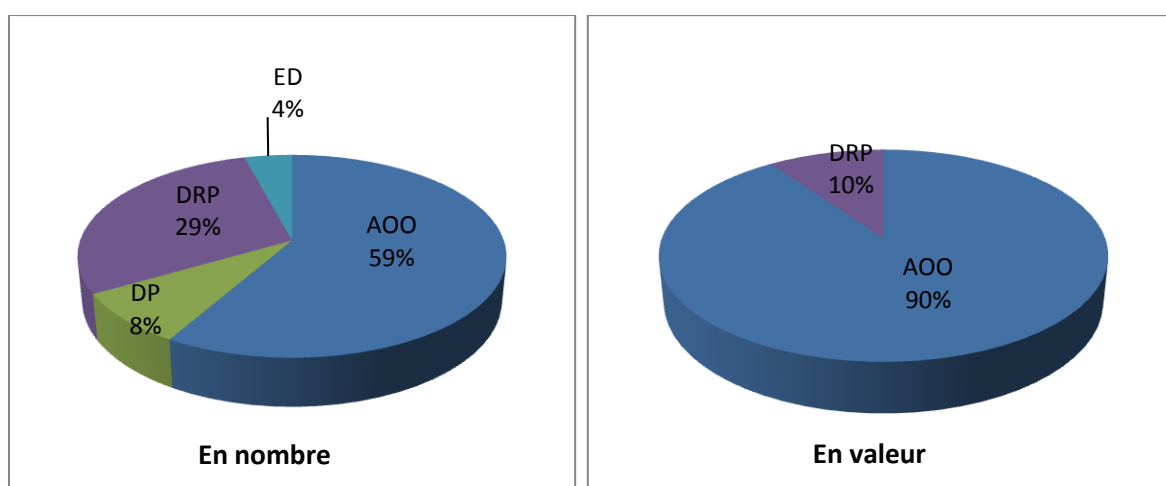
### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	14	545 996 712	9	205 825 447	64,29	37,70
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP) AMI	2	-	2	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	7	59 024 685	7	59 024 685	100,00	100,00
Entente directe (ED)	1	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>605 021 397</b>	<b>18</b>	<b>264 850 132</b>	<b>75,00</b>	<b>43,78</b>

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :

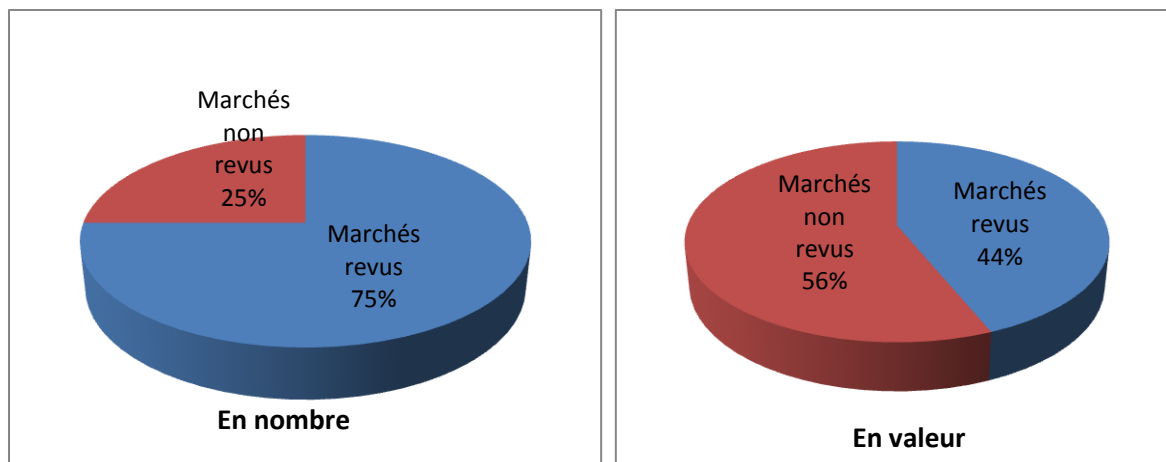


**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

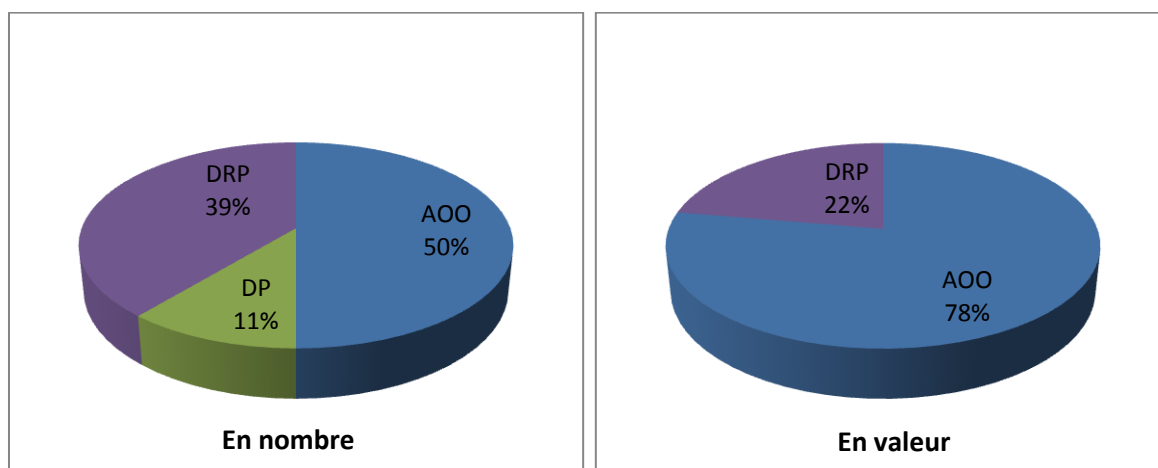


Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné, 9 des 14 appels d’offres (64,29% en nombre et 37,70% en valeur), les 2 demandes de proposition (100% en nombre et non achevés) et 7 DRP (100% en nombre et en valeur) passés par l’ARTP soit un taux de couverture de 75% en nombre et 43,78% en valeur.



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

<b>AMI N° 2011/006/ARTP/DG/DVSR ETUDES MODALITES TECHNICO-ECONOMIQUES DE L'INTERCONNEXION</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	Le Soleil du 29 janvier 2011
<b>MARCHE DECLARE INFRUCTUEUX</b>	
<b>Date de publication de la Manifestation d'intérêt (1<sup>ère</sup> publication)</b>	Le Soleil du 19 septembre 2011
<b>Date de dépôt et d'ouverture des MI</b>	07 octobre 2011 (Le Soleil)
<b>Avis de report de la date de dépôt des MI</b>	Le Soleil du 24 et 25 septembre 2011
<b>Date de publication de la Manifestation d'intérêt (2<sup>e</sup> publication)</b>	Jeune Afrique du 25 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre 2011
<b>Date de dépôt et d'ouverture des MI</b>	12 octobre 2011 (Le Soleil et Jeune Afrique)
<b>Délai de préparation des offres</b>	18 jours (Le Soleil) 17 jours (Jeune Afrique)
<b>MARCHE RELANCE</b>	
<b>Date de publication de la Manifestation d'intérêt</b>	Jeune Afrique du 05 au 11 février 2012
<b>Date de dépôt et d'ouverture des MI</b>	27 février 2012
<b>Délai de préparation des offres</b>	22 jours
<b>Avis rectificatif MI</b>	Jeune Afrique du 19 au 25 février 2012
<b>Candidats short listés</b>	-
<b>Non conformités</b>	Les justificatifs de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des MI aux candidats ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis; il s'agit d'une formalité prescrite pour les marchés de

	<p>prestations intellectuelles par les articles 80 et 82 du CMP.</p> <p>La procédure de sélection a été déclarée infructueuse par l'ARTP qui n'a pas requis l'avis préalable de la DCMP en violation des dispositions de l'article 64 du CMP.</p> <p>La relance de la procédure de sélection a été faite le 05 février 2012 alors que les candidats n'avaient pas été préalablement informés du résultat infructueux de la procédure initiale. Cette information n'a été faite que le 16 février 2012 par lettre N° 0333/ARTP/DG/CPM/DAL soit à une date postérieure à la relance de la procédure de DM en violation de l'article 64 du CMP.</p> <p>Cette lettre d'information indique qu'un avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt a été publié dans Jeune Afrique, sur le site de l'ARTP et dans le DG Market.</p>
<b>Recommandations</b>	Se conformer aux dispositions des articles 64, 80 et 82 du CMP.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AMI N° 2011/007/ARTP/DG/DVSR</b> <b>ETUDE SUR L'ETAT DES LIEUX DU SECTEUR POSTAL AU SENEGAL</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	Le Soleil du 29 janvier 2011
<b>Date de publication de la Manifestation d'intérêt</b>	Le Soleil du 24 et 25 septembre 2011 Jeune Afrique du 25 septembre au 1 <sup>er</sup> octobre 2011
<b>Date de dépôt et d'ouverture des MI</b>	13 octobre 2011 à 11 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	18 jours (Le Soleil) 17 jours (Jeune Afrique)
<b>Date d'évaluation des MI</b>	19 octobre 2011
<b>Date de validation de la liste restreinte</b>	15 novembre 2011
<b>Date d'invitation aux candidats présélectionnés pour la DP</b>	10 janvier 2012
<b>Date de dépôt et d'ouverture des DP</b>	1 <sup>er</sup> mars 2012
<b>Délai de préparation des DP</b>	51 jours
<b>Date du contrat</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	-
<b>Attributaire</b>	-
<b>Non conformités</b>	<p>Les justificatifs de la transmission du Procès Verbal d'Ouverture des MI aux candidats ne figurent pas dans le dossier qui nous a été transmis; il s'agit d'une formalité prescrite pour les marchés de prestations intellectuelles par les articles 80 et 82 du CMP.</p> <p>L'examen de la Demande de Manifestation d'Intérêt a permis de constater qu'une offre arrivée dans les délais à l'ARTP mais non transmise à temps à la Commission des Marchés n'a pas été</p>

	<p>retenue pour l'ouverture des plis. Ainsi, un dysfonctionnement interne dans le traitement du courrier a porté préjudice à un candidat. Il convient de noter que dès lors que la tardiveté de l'offre est imputable à l'ARTP et que par ailleurs quelle qu'en soit la cause ladite offre ne peut plus être ouverte, l'Autorité Contractante s'expose à une action en responsabilité civile qui peut s'avérer coûteuse car il est facile au candidat de localiser, en temps réel, la position de tout plis transmis par DHL.</p> <p>Nous avons également noté que parmi les critères de qualification figure l'état des litiges antérieurs ou en cours. Nous estimons que tel que libellé, ce critère a un caractère discriminatoire et abusif car, à notre avis, l'ARTP ne peut pas se substituer à la justice pour éliminer un candidat. Ce critère ne peut être pris en compte que pour les litiges ou procès complètement réglés et pour lesquels tous les recours à la disposition des candidats ont tous été épuisés. Toujours dans les critères de qualification qui semblent discriminatoires, l'exigence de cinq expériences similaires ce qui nous semble disproportionné. En outre, il est requis du Chef d'Equipe, huit années d'expérience dans le domaine postal et deux expériences similaires dont une seule en qualité de Chef de Mission. Ce critère n'est pas approprié dans la mesure où le personnel à demander dans le cadre des termes de référence ne doit pas être évalué au niveau de la DMI. La DMI doit uniquement évaluer le bureau, comme prescrit par le dossier type national de présélection qui recommande les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience,</li> <li>b) les qualifications du candidat dans le domaine des prestations,</li> <li>c) l'organisation technique et managériale du cabinet,</li> <li>d) les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels (et non les experts appelés à réaliser l'étude).</li> </ul> <p>Le dossier type national de présélection rappelle bien : « Il faut donc veiller à ne pas exiger des informations qui se rapporteraient plutôt à la future proposition technique. Il ne faut pas demander aux candidats de formuler, à ce stade, une proposition technique concernant la méthodologie de travail, ni de soumettre les CV des experts qui pourraient se voir confier la mission ».</p>
--	--

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à ne pas inclure dans les avis d'appel à la manifestation d'intérêt / ou dans le règlement de la consultation des critères discriminatoires qui constituent des entraves au libre accès à la commande publique susceptibles, en cas de recours, d'entraîner l'annulation de la procédure.</p> <p>Veiller à ce que les dysfonctionnements du service du courrier n'exposent pas l'ARTP à des contentieux en responsabilité civile qui peuvent s'avérer coûteux.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

#### 4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

<b>AO/2011/001/ARTP/DG/DRH RECRUTEMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE</b>	
<b>Date de l'AGPM</b>	29 Janvier 2011
<b>Date de transmission du DAO à la DCMP</b>	29 Mars 2011 (1 <sup>ère</sup> saisine) 03 Mai 2011 (2 <sup>ème</sup> saisine)
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	06 Mai 2011
<b>Date de publication de l'AO</b>	13 Mai 2011 « Le Soleil » 12 Mai 2011 « l'Observateur » 11 Mai 2011 « Le Populaire » 21-22 Mai 2011 « Le Populaire » Avis rectificatif
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	13 Juin 2011 à 15 h 30 mn 14 Juin 2011 à 15 h 30 mn 07 Juillet 2011 à 15 h 30 mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	31 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	7 Juillet 2011
<b>Date de l'évaluation technique</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	30 Août 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution</b>	20 Septembre 2011
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	15 Septembre 2011
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat</b>	-
<b>Date de souscription</b>	Lot 1 Assurance Maladie : le 01 Octobre 2011  Lot 2 Assurance Multirisque Professionnelle : le 26 Octobre 2011  Lot 3 Assurance Automobile :  Avenant d'incorporation : le 03 Janvier 2012

<b>Date d'approbation</b>	-	
<b>Date d'immatriculation</b>	-	
<b>Date de notification</b>	-	
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-	
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	-	
<b>Délai d'exécution</b>	Lot 1 : 12 mois Lot 2 : 12 mois	
<b>Garantie de soumission</b>	2 000 000 FCFA pour le lot 1	
<b>Attributaires</b>	LOT 1 : SONAM ASSURANCES MUTUELLES	59 303 280 FCFA TTC
	LOT 2: SALAMA ASSURANCES	11 214 470 FCFA TTC
	LOT 3: CNART ASSURANCES	6 635 407 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Rien dans le dossier n'indique que les convocations pour la séance d'ouverture des plis ont été envoyées aux membres de la commission des marchés pour savoir si le délai d'au moins cinq jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP a été respecté.</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Un délai d'une semaine a été donné aux candidats pour produire des pièces administratives établies en 2011 mais dont la date d'expiration est dépassée; ce délai a été accordé en violation de l'article 45 du CMP. Aussi, il convient de rappeler que les conditions de mise en œuvre des procédures de vérification des pièces requises en vertu des dispositions prévues aux paragraphes f) de l'article 43 et c) et d) de l'article 44 du CMP sont indiquées dans l'article 45 dudit code.</p> <p>La revue du rapport d'évaluation a permis de noter qu'au stade de l'examen préliminaire des offres, la Commission des Marchés de l'ARTP a éliminé des candidats n'ayant pas fourni</p>	



	<p>toutes les pièces de qualification requises. En fait, la Commission d'Evaluation a d'emblée procédé à l'évaluation des critères de qualification des candidats et éliminé trois candidats ayant déposé une offre alors que ces critères doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis pour ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante.</p> <p>La lettre de notification de l'attribution définitive du marché ne figure pas dans le dossier qui nous a été transmis en violation de l'article 85 du CMP.</p> <p>L'attribution provisoire n'est intervenue que le 30 Août 2011, alors que l'ouverture des plis a eu lieu le 07 Juillet 2011 en violation de l'article 70 qui institue un délai de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et la proposition d'attribution provisoire. Ce délai peut être prolongé de 10 jours après avis de la DCMP ; ledit avis n'a pas été requis par l'ARTP.</p> <p>Les marchés conclus au terme de cette procédure et qui nous ont été transmis n'ont pas été immatriculés ; ils n'ont pas non plus été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en règlement des factures.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis a été modifié le montant de l'offre de NSIA lu publiquement de 111 149 641 F CFA pour le lot N°1 et consigné dans le PVO remis aux candidats ayant été porté par la Commission d'Evaluation à 171 355 875 F CFA. Notons que le procès verbal d'ouverture des plis ne donne aucune indication sur la présence ou non des soumissionnaires à ladite ouverture des plis. Cette modification du montant de l'offre de NSIA sur le lot N°1, notifiée aux autres soumissionnaires par courrier du Directeur Général de l'ARTP a été faite en violation des dispositions du CMP. Cette offre aurait dû être rejetée à l'évaluation ; ce rejet résultant d'une faute de l'Autorité Contractante qui n'a pas fait preuve de diligence lors</p>
--	---

	<p>de la séance d'ouverture des plis, cette dernière s'expose à une action en responsabilité civile qui peut s'avérer couteuse si le soumissionnaire évincé fait la démonstration qu'il aurait dû être attributaire du marché si son offre avait été évaluée. Dans le cas d'espèce, la modification de l'offre n'a pas impacté la proposition d'attribution. Rappelons pour mémoire que dans un cas similaire, le Comité de Règlement des Différents avait tout simplement annulé l'attribution provisoire au profit du soumissionnaire dont l'offre avait été modifiée et ordonné la relance de l'appel d'offre (cf. décision 097/09/ARMP/CRD du 18 novembre 2009).</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP ;</p> <p>Ne pas confondre les critères de recevabilité et de conformité des offres avec les critères de qualification du soumissionnaire ;</p> <p>Se conformer à l'art 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Respecter les règles de notification et de publicité de l'article 85 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 70 du CMP ;</p> <p>Veiller à la transparence dans le règlement des marchés en produisant les copies des actes de règlement ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AO/2011/002/ARTP/DG/DRH FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>	
<b>Date de l'AGPM</b>	29 Janvier 2011
<b>Date de transmission du DAO à la DCMF</b>	29 Mars 2011 (1 <sup>ère</sup> saisine) 03 Mai 2011 (2 <sup>ème</sup> saisine)
<b>Date de publication de l'AO</b>	31 Mars 2011 « Le Soleil » 31 Mars 2011 « l'Observateur » 31 Mars 2011 « Le Populaire »
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	02 Mai 2011 à 15 h 30 mn
<b>Délai de préparation des offres</b>	33 jours
<b>Date d'ouverture des plis</b>	02 Mai 2011 15 h 30 mn
<b>Garantie de soumission</b>	500 000 FCFA pour chaque lot
<b>Date d'attribution</b>	13 Mai 2011
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	13 Juillet 2011
<b>Date de souscription</b>	Lot 1 « FOURNITURES DE BUREAU » le 07 Septembre 2011 Lot 2 « CONSOMMABLES INFORMATIQUES » le 07 Septembre 2011
<b>Date d'approbation</b>	-
<b>Date d'immatriculation</b>	-
<b>Date de notification</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Lot 1 Le 09 Septembre 2011 Lot 2 Le 12 Septembre 2011

<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	-	
<b>Délai d'exécution</b>	-	
<b>Garantie de soumission</b>	500 000 FCFA par le lot 1	
<b>Attributaires</b>	Lot 1: DISMAT	5 481 690 FCFA TTC
	Lot 2: OFFICE CHOICE	11 882 600 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Rien dans le dossier n'indique que les convocations pour la séance d'ouverture des plis ont été envoyées aux membres de la commission des marchés pour savoir si le délai d'au moins cinq jours entre la date de convocation et la date de réunion, institué par l'article 39 du CMP a été respecté.</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Les attestations de main levée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Il en est de même de la lettre de notification de l'attribution définitive du marché en violation de l'article 85 du CMP.</p> <p>La notification de l'attribution provisoire n'est intervenue que le 07 Septembre 2011, alors que l'attribution a eu lieu le 13 Mai 2011 soit un délai de plus de trois (3) mois. Ce délai est anormalement long car le marché doit être signé dans un délai de quinze (15) après l'attribution en conformité avec l'article 84.1 du CMP.</p> <p>Le support de publication de l'attribution définitive et les lettres de notification définitive ne figurent pas dans le dossier.</p> <p>Le contrat classé dans le dossier de passation n'est pas immatriculé.</p> <p>Concernant le règlement du marché, aucun acte de règlement ne figure dans le dossier.</p>	
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p>	

	<p>Respecter les règles de notification et de publicité de l'article 85 du CM P;</p> <p>Se conformer à l'article 84 du CMP ;</p> <p>Veiller à la transparence dans le règlement des marchés en produisant les copies des actes de règlement ;</p> <p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et au respect de la procédure.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>AO/2011/003/ARTP/DG/DAL ACQUISITION DE VEHICULES</b>		
<b>Date de transmission du DAO</b>	05 mai 2011	
<b>Date de publication de l'AO</b>	L'observateur N° 2285 du 05 mai 2011, Le Soleil N° 12 281 du 05 mai 2011	
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	09 juin 2011 à 15h30mn	
<b>Délai de préparation des offres</b>	32 jours	
<b>Date d'ouverture des plis</b>	09 juin 2011 à 15h30mn	
<b>Date de l'évaluation technique</b>	26 août 2011	
<b>Date d'attribution provisoire</b>	29 août 2011	
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	Néant	
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	Non datée	
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	Le Populaire N° 3573 du 20 octobre 2011	
<b>Date de souscription</b>	Néant	
<b>Date d'approbation</b>	Néant	
<b>Date d'immatriculation</b>	Néant	
<b>Date de notification provisoire</b>	11 novembre 2011	
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Lot 1 : 23 novembre 2011 Lot 2 et 3 : 22 novembre 2011 Lot 4 : 21 novembre 2011	
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	Néant	
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours	
<b>Garantie de soumission</b>	26 mai 2011	
<b>Attributaires</b>	<b>LOT 1 : SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE</b>	<b>30 000 000 F CFA TTC</b>
	<b>LOT 2 : CFAO MOTORS SENEGAL</b>	<b>50 760 000 F CFA TTC</b>
	<b>LOT 3 : CFAO MOTORS SENEGAL</b>	<b>22 548 000 F CFA TTC</b>

	<b>LOT 4 : MATFORCE</b>	<b>8 000 000 F CFA TTC</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le texte relatif à la notification de l'Appel d'Offres AO/2011/003/ARTP/DG/DAL indique simplement que l'offre du soumissionnaire est soit retenue ou non retenue sans indication du montant sur lequel porte l'attribution.</p> <p>L'évaluation a eu lieu (02) deux mois après l'ouverture des plis alors que le délai imparti à la CM pour évaluer les offres et proposer à l'AC un attributaire provisoire du marché est de (15) quinze jours.</p> <p>La demande d'acquisition de véhicules est faite le 11 août 2011 après l'évaluation des offres reçues alors que ceci constitue un préalable à l'acquisition de tout véhicule administratif.</p>	
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à indiquer dans les lettres de notification les montants auxquels les marchés ont été attribués</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 70 du CMP.</p> <p>Requérir l'autorisation d'acquérir des véhicules avant d'entamer la procédure d'appel d'offres.</p>	
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>		
<b>Appréciation du Consultant</b>		

#### 4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

<b>DRP N° 2011/004/ARTP/DG/DAL ENTRETIEN ET NETTOIEMENT DES LOCAUX (DEUX LOTS)</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	13 juillet 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	21 juillet 2011 à 15H30
<b>Délai de préparation des offres</b>	8 jours
<b>Date d'attribution</b>	05 août 2011
<b>Délai d'exécution</b>	10 mois
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	02 septembre 2011
<b>Date de signature du contrat</b>	07 septembre 2011
<b>Date d'enregistrement</b>	08 septembre 2011
<b>Fournisseurs consultés</b>	5 : Univers Entreprise- Société d'Equipement, d'Aménagement et d'Equipement (SEAEQ)- GIE Synergie- Batipeinture- GIE Fankoun Fankoun
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02 offres reçues : GIE Synergie- Batipeinture
<b>Attributaire</b>	GIE SYNERGIE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	Lot 1 : 1 790 000 F CFA HTVA/ mois: 21 122 000 F CFA TTC/an Lot 2 : 630 000 F CFA HTVA/ mois: 7 434 000 F CFA TTC/an
<b>Non conformités</b>	Les TDR ne définissaient pas exactement le matériel à fournir ni le nombre concernant le personnel du prestataire donc nous ne savons pas sur quels éléments la Commission Technique s'est basée pour évaluer et déclarer la conformité à ces critères. De même, le critère relatif au nombre et à la composition des équipes n'a pas été évalué.  L'attestation de prestations fournie par le GIE Synergie a été



	<p>délivrée en 2011 et ne mentionne nulle part que ce GIE a une expérience de deux ans dans le domaine tel que précisé dans les TDR. Nous pouvons dire que le critère évalué et qui a amené à l'élimination de Batipeinture n'est pas plausible.</p> <p>Les documents de règlement du marché notamment les attestations de précompte TVA et les justificatifs de reversement n'ont pas été joints à la liasse comptable.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à apporter plus de précision dans les TDR sur le matériel et l'équipe à fournir pour s'assurer d'une évaluation des offres équitable et plus rentable.</p> <p>Veiller à l'archivage et au classement exhaustif des documents de passation des marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP/2011/003/ARTP/DG/DCRP</b> <b>CONCEPTION ET IMPRESSION RAPPORT D'ACTIVITES 2010</b>	
<b>MARCHE INFRUCTUEUX</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	05 Juillet 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	12 Juillet 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	07 Jours
<b>MARCHE RELANCE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	24 Aout 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	05 Septembre 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	12 Jours
<b>Date d'attribution</b>	15 Septembre 2011
<b>Délai d'exécution</b>	20 jours ouvrables
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	29 septembre 2011
<b>Date de signature du contrat</b>	17 octobre 2011
<b>Date d'enregistrement</b>	21 Octobre 2011
<b>Attributaire</b>	PUBLICOM
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	4 995 100 F CFA HT
<b>Non conformités</b>	<p>Seules 2 offres ayant été reçues à la date limite de dépôt des offres, et tenant compte du fait que la DRP constitue une procédure restreinte, un nouveau délai de 15 jours aurait dû être ouvert en application de l'article 67-5 du CMP.</p> <p>Le procès-verbal de réception, les documents de paiements, l'attestation et le justificatif du reversement du précompte de</p>

	TVA, l'exemplaire du Rapport d'activités de 2010 ne figurent pas dans le dossier de passation.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'application de l'article 67-5 du CMP à chaque fois que le nombre d'offres reçu à la date limite de dépôt des offres est inférieur à 3 dans le cadre de la procédure de DRP.</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marchés en se conformant aux instructions de l'ARMP en la matière (Manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés).</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP</b> <b>RECRUTEMENT D'UN LABORATOIRE POUR LA VISITE MEDICALE</b> <b>ANNUELLE DU PERSONNEL</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	11 Novembre 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	24 Novembre 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	13 Jours
<b>Date d'attribution</b>	05 Décembre 2011
<b>Attributaire</b>	Laboratoire BIO 24
<b>Montant du marché</b>	114 960 F CFA HT par PERSONNE
<b>Non conformités</b>	<p>Le marché constituant un marché de clientèle devrait faire l'objet d'autorisation de la DCMP, conformément à l'article 140 du CMP.</p> <p>La procédure de DRP aurait dû être justifiée par le montant du coût unitaire multiplié par le nombre total du personnel.</p> <p>Les offres, la lettre de notification d'attribution provisoire, la lettre d'information au candidat non retenu du rejet de son offre, le contrat, le procès verbal de réception, les justificatifs de paiement, l'attestation et le justificatif du reversement du précompte de TVA ne figurent pas dans le dossier de passation.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à requérir l'autorisation de la DCMP pour la mise en œuvre des marchés de clientèle et à commandes.</p> <p>Veiller à une évaluation rigoureuse du coût estimatif du marché préalablement au choix de la procédure</p> <p>Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la passation des marchés dans les dossiers.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP/2011/002/ARTP/DG/DSI</b> <b>« PROTECTION INCENDIE » OBJET DU LOT 1</b> <b>« ACQUISITION DE LICENCES ET LOGICIELS ANTIVIRUS » OBJET DU LOT 2</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	15 Juin 2011 par fax
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	23 Juin 2011 Date de dépôt des offres 04 Juillet 2011 Date d'ouverture des plis
<b>Délai de préparation des offres</b>	08 Jours
<b>Date d'attribution</b>	12 Juillet 2011 pour lot 2 « ACQUISITION DE LICENCES ET LOGICIELS ANTIVIRUS »  LOT 1 « PROTECTION INCENDIE » jugé infructueux après évaluation
<b>Date de Notification</b>	18 Juillet 2011 pour le lot 2
<b>Délai d'exécution</b>	01 mois
<b>Date de signature du contrat</b>	12 Octobre 2011
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	14 Octobre 2011
<b>Attributaire</b>	Lot 1 : Infructueux  Lot 2 : SOLID
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	Lot 1 : infructueux  Lot 2 : 10 773 750 F CFA HT
<b>Non conformités</b>	<p>Le regroupement des 2 lots dans un même marché n'est pas justifié en raison de la non homogénéité des prestations ciblées. Ces prestations ne s'adressent pas aux mêmes types de fournisseurs.</p> <p>Le délai passé entre le dépôt des offres et l'ouverture des plis est anormalement long.</p> <p>Les offres, la lettre informant le candidat non retenu du rejet de son offre, le procès verbal de réception, les documents de règlement, l'attestation et le justificatif de précompte de TVA ne</p>

	figurent pas dans le dossier de passation.
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'homogénéité des prestations dans le regroupement des marchés</p> <p>Se conformer aux délais entre les différentes étapes de la passation ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des documents relatifs à la procédure de passation des marchés dans les dossiers.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N°3083 du 16/12/2011</b>	
<b>RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR UNE FORMATION EN REGULATION</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	16 Décembre 2011
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	29 décembre 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	13 Jours
<b>Date d'attribution</b>	Marché infructueux
<b>Attributaire</b>	Non attribué
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	Non attribué
<b>Contrôle au préalable</b>	-
<b>Invitation des candidats</b>	Les lettres d'invitation ne figurent pas dans le dossier de passation.
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	Non attribué
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	
<b>Examen de l'exécution du marché et du contrat</b>	Marché infructueux
<b>Règlement</b>	Marché infructueux
<b>Non conformités</b>	RAS
<b>Recommandations</b>	RAS
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 02 avril 2013

**A Monsieur le Directeur Général**  
**de l'Agence de Régulation des**  
**Télécommunications et des Postes**  
**(ARTP)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

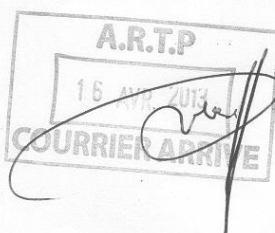
**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye  
Associé



**PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**